



# **CAPES**

***Centre d'Analyse des Politiques Économiques et Sociales***

1595, Avenue Charles de Gaulle, 01 BP 1919 Ouagadougou 01 Burkina Faso  
Téléphone : 50369614/15/32 – Fax : 50369633 – [courrier@capes.bf](mailto:courrier@capes.bf) – [www.capes.bf](http://www.capes.bf)

**COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL  
SUR L'ÉTUDE "CROISSANCE ET PAUVRETÉ AU BURKINA FASO"**

**Jeudi 6 octobre 2011**

**COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL  
SUR L'ÉTUDE "CROISSANCE ET PAUVRETÉ AU BURKINA FASO"  
Jeudi 6 octobre 2011, Ouagadougou**

Le 6 octobre 2011 à partir de 9 h 05, s'est tenue dans la salle de réunion du Centre d'analyse des politiques économiques et sociales (CAPES), la première réunion du groupe de travail de l'étude sur "*croissance et pauvreté au Burkina Faso*". Tous les membres du groupe étaient présents, à l'exception du représentant du Centre d'études, de documentation et de recherche économiques et sociales (CEDRES). La liste des participants est jointe en Annexe 1.

La réunion avait pour objet la validation des termes de référence de l'étude. Elle s'est articulée autour des points suivants : (i) les mots introductifs du Directeur exécutif du CAPES et du Coordonnateur de l'étude ; (ii) l'appréciation des termes de référence de l'étude ; (iii) les conclusions.

### **1. Mots introductifs**

Le Directeur exécutif du CAPES, Dr Basga Emile DIALLA, a été le premier à prendre la parole pour souhaiter la bienvenue à l'ensemble des participants et pour les remercier d'avoir répondu favorablement à l'invitation du CAPES. Il s'est engagé à développer toutes les initiatives pour assurer le bon déroulement de l'étude et affirmer l'appui et la disponibilité constantes du CAPES à accompagner le processus jusqu'à son terme. Il a également souligné l'importance du groupe de travail dans la réalisation des études du CAPES en tant que garant du contrôle et de la qualité de leurs résultats, mais aussi du caractère participatif de leur déroulement pour une meilleure appropriation desdits résultats. Il a terminé son propos en indiquant que cette réunion matérialisait la mise en place effective du groupe de travail.

A l'issue de son mot de bienvenue, le Directeur exécutif s'est retiré, laissant le soin au coordonnateur de l'étude, Dr Seglaro Abel SOMÉ (Expert en économie des institutions du CAPES), de présider la suite de la réunion.

Poursuivant la réunion, le coordonnateur de l'étude a rappelé l'objet de la réunion avant d'indiquer que la réalisation de l'étude incombait aux experts du CAPES appuyés par d'autres experts nationaux.

Aussi, a-t-il procédé à la présentation des membres de l'équipe technique présents à la réunion. Il s'agit du Dr Pato Daniel KABORÉ (Expert en économie du développement du CAPES) ; du Dr Tambi Samuel KABORÉ (Expert en suivi-évaluation du CAPES) ; du Dr Alain SIRI (Expert en macroéconomie / analyse prospective du CAPES) ; du Dr Denis OUEDRAOGO (Economiste enseignant-chercheur à l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso) ayant coordonné l'étude sur les déterminants de la croissance dans le cadre de la formulation de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) ; de MM. Hervé Jean-Louis GUÉNÉ et Souleymane KORMODO, ingénieurs statisticiens-économistes, experts en modèle d'équilibre général calculable (MEGC). M. Richard GUISSOU, également ingénieur statisticien-économiste et experts en MEGC complètera cette équipe.

En outre, le Dr Pato Daniel KABORÉ est intervenu sur le caractère hautement salubre de cette étude qui arrive à point nommé car, elle a pour argument fondamental l'utilisation de cet outil qu'est le MEGC.

Après un tour de table qui a permis aux autres participants à la réunion de se présenter, les experts en MEGC sont intervenus pour expliquer brièvement ce qu'est le MEGC et ce qu'il pourra apporter à la réalisation de l'étude.

## 2. Appréciation des termes de référence de l'étude

Pour apprécier les termes de référence de l'étude, les membres du groupe de travail sont intervenus pour poser des questions, faire des commentaires ou suggérer des amendements. Comme souhaité, certains ont procédé à des observations écrites qu'ils ont transmises au CAPES, d'autres ayant promis de le faire ultérieurement (voir observations écrites reçues en Annexe 2).

Globalement, l'utilité de l'étude a été saluée et les termes de référence ont été positivement appréciés. Les questions, commentaires ou amendements ont porté sur les points suivants :

- a. la détermination des hypothèses traduisant les contextes socioculturel, politique et économique du Burkina Faso et des conditions de vie des ménages voire des populations ;
- b. l'intérêt de s'intéresser encore à la pauvreté alors qu'on est à l'ère de la SCADD ;
- c. le risque vers un glissement trop économique de l'étude occultant les réalités sociales ;
- d. la pertinence du concept de "paradoxe burkinabè" ;
- e. la prise en compte des objectifs de Maputo dans les objectifs de l'étude ;
- f. la correction du taux de croissance annuel moyen et de celui par habitant ;
- g. l'adaptation du MEGC aux réalités économiques et sociales burkinabè ;
- h. la focalisation sur les facteurs bloquant la croissance ;
- i. la formulation des résultats attendus en relation avec les objectifs spécifiques de l'étude ;
- j. l'intégration de la Maison de l'entreprise du Burkina Faso dans le groupe de travail ;
- k. l'impact de la croissance sur la santé des populations ;
- l. le lien avec des études existantes portant sur croissance et pauvreté : "*croissance et réduction de la pauvreté au Burkina Faso*" de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) en 2010 ; "*croissance, pauvreté et inégalités au Sénégal*" ;
- m. la question des inégalités à introduire dans l'objectif général ;
- n. la subdivision du "4. Déroulement de l'étude" en "méthodologie", "organisation de l'étude", "profil des experts", "durée et lieu" et "chronogramme" ;
- o. l'intégration de l'effet de la redistribution/fiscalité sur la croissance ;
- p. le reversement de la base des données utilisées par l'étude au CAPES ;
- q. le calendrier très serré pour la conduite de l'étude.

## 3. Conclusions

En réponse aux différentes questions et aux commentaires, les experts sont intervenus pour apporter plus de précisions. Les éléments suivants peuvent être ainsi notés :

- a. le concept de "paradoxe burkinabè" a été clarifié et justifié ;
- b. les participants ont été rassurés que le MEGC, tout en étant un modèle, se fonde sur une matrice de comptabilité sociale (MCS) qui tient compte des réalités sectorielles économiques et sociales nationales ;
- c. les données sont disponibles sur les secteurs économiques et sociaux et sont fournis par les acteurs sectoriels eux-mêmes ;
- d. la définition et la détermination des hypothèses réalistes en accord avec les techniciens des ministères concernés.

Pour la suite des travaux, les échanges se feront par e-mail jusqu'à la deuxième réunion du groupe de travail prévue pour le 25 novembre 2011. Les observations écrites sur les termes de référence sont attendus au plus tard le 10 octobre 2011 (à l'adresse du coordonnateur de l'étude : [seglaro@netcourrier.com](mailto:seglaro@netcourrier.com)) afin qu'ils soient finalisés le 11 octobre.

Les points de l'ordre du jour étant épuisés, la séance a été levée à 11 h 10.

## ANNEXE 1 : LISTE DE PRESENCE

N°	NOM	PRENOMS	STRUCTURE	TELEPHONE	E-MAIL
1	BADOLO	Barnabé	DEP/MJFPE	76929008 78826349	bbarrny@yahoo.fr
2	BERE	Bernard	INSD	76129934	kokem2002@yahoo.fr
3	BONKOUNGOU	Zakaliyat	SP/CONAPO	76621632 70428924	zakaliyat@yahoo.fr
4	COMPAORE	W. Fabris	DGPER/MAH	78476078	faweco84@yahoo.fr
5	COULIBALY	Siaka	CDC/CLSP	70253006	siaka.coulibaly@gmail.com
6	DA	Seyni	CNPE	50308087	dasseyni@yahoo.fr
7	GUENE	Hervé	INSD	75503803	hguene@yahoo.fr
8	KABORE	Daniel	CAPES	70268872 78257828	dpkabore@gmail.com
9	KABORE	T. Samuel	UFR-SEG	70287116	stkabore@yahoo.fr
10	KAFANDO	K. Judith	DEP/MEDD	70133757	Jsawadogo71@yahoo.com
11	KINDO	Abdoulaye	DGI	70246842	kindose30@yahoo.fr
12	KOEBA	Mahomed	DGEP/MEF	70670907	mahkoeba@yahoo.fr
13	KONATE	Drissa	SP-PPF/MEF	50301264	driskonat56@hotmail.com
14	KONATE	Ismaël	CAPES	70861537 78860977 74424155	ismaelis2003@yahoo.fr
15	KONATE	Lassina	UFR-SEG-UO2	78854438	lassina.konate@univ-ouaga.bf
16	KORMODO	Souleymane	DGPER	70669733	kormodo@gmail.com
17	LANKOUANDE	Charles	SP/CPI	50374486 70753162	lankcharl31@yahoo.fr
18	NABI	Rakiata	DEP/MICA	70937899	nrakiata@yahoo.fr
19	OUATTARA	Issa	CCI-BF	50306114 70051349	issa.ouattara@cci.bf
20	OUEDRAOGO	Denis	IDR/UPB	70230459	denisorel@gmail.com
21	OUEDRAOGO	Etienne	DEP/MENA	70724114	etioued@yahoo.fr
22	SANOU	P. Innoncents	DGPSE/MRA	71902221	pierreinno@yahoo.fr
23	SAVADOGO	Saïdou	DAEF/PM	76646694	saidousavadogo@yahoo.fr
24	SIRI	Alain	PNUD	70264209	alain.siri@univ-ouaga.bf
25	SOME	Seglaro Abel	CAPES	50369614/15/32 70250704	seglaro@netcourrier.com
26	TIENDREBEOGO	Tahirou	DEP/MS	70236991	tahiroutt@yahoo.fr
27	YAMEOGO	Bonsdawendé	DGAT/DLR	70596516	yamalfred@yahoo.fr

## ANNEXE 2 : Observations écrites reçues

### 2.1.

<p style="text-align: center;"><b>Observations de M. Sanou Pierre Innocents</b> <b>Direction générale de la prévision, des statistiques et de l'économie de l'élevage</b> <b>(DGPSEE)</b></p>
---

A la lecture du contexte et justification de l'étude, on retient 3 choses :

- Un constat : vu les performances économiques enregistrées ces 10 dernières années, la pauvreté n'a véritablement pas reculé au Burkina Faso.
- Des questions de réflexion : je cite « quelles pourraient être les raisons d'une telle faible influence (positive) de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté que d'aucuns ont qualifié de paradoxe burkinabè ? Le niveau de croissance atteint est-il insuffisant face à une très grande ampleur de la pauvreté ? Ou bien les fruits de l'accroissement de la production nationale sont-ils inégalement repartis ? Ou bien encore la mesure de la pauvreté au Burkina Faso est – elle sujette à caution ? Fin de citation.
- Des pistes de réflexion : la contraction de la consommation privée des ménages est compatible avec une croissance positive du PIB. Une absorption des richesses nationales par des couches sociales moins pauvres ou des secteurs d'activités à faibles création d'emplois etc.

En lisant les objectifs spécifiques on penserait que l'étude est réalisée dans le but d'aider la SCCAD à mieux atteindre ses objectifs de réduction de la pauvreté. Alors que l'objectif général de l'étude est d'établir de manière précise l'incidence des croissances sectorielles et de la croissance globale sur la pauvreté. On pourrait inscrire comme objectifs spécifiques :

- Apporter des explications sur le paradoxe burkinabè et identifier les mécanismes qui bloqueraient un meilleur impact de la croissance qui en résulterait ;
- *Explorer le mécanisme de redistribution des fruits de la croissance ;*
- *Apprécier le niveau de réduction de la pauvreté en incluant dans les calculs les autres agrégats responsables de l'augmentation du revenu global ;*
- *Identifier les secteurs qui absorbent le plus les richesses créées ;*
- Proposer des leviers d'accélération d'une croissance économique pro-pauvres dans la cadre de la mise en œuvre de la SCADD et identifier les hypothèses et les risques pour leur succès.

### 2.2.

<p style="text-align: center;"><b>Observations de la société civile (CDC/CSLP) sur les Tdr de l'étude</b> <b>« Croissance et pauvreté au Burkina Faso »</b></p>
---

#### **Justification de l'étude**

La société civile considère que l'étude projetée est pertinente et qu'elle relève de la SCADD dont elle est un début d'application. Si la SCADD est un cadre uniformisé de politiques nationales, elle garde cependant un caractère d'orientation et a besoin d'être

opérationnalisée par des activités concrètes. La présente étude devrait permettre de donner un contenu précis aux mesures visant l'accélération de la croissance au Burkina Faso pour l'horizon identifié (2015) d'une part, mais surtout à la redistribution de la croissance escomptée en vue d'une réduction équitable mesurable de la pauvreté.

L'intérêt de la société civile dans cette initiative est de veiller à une application de l'aspect redistribution équitable dès la formulation de la présente étude et dans sa réalisation. Le résultat de l'étude devrait servir de tableau de bord pour le suivi et l'évaluation de la lutte contre la pauvreté au Burkina Faso.

## **Compréhension des Tdr**

En faisant l'option d'encadrer l'engagement national de lutte contre la pauvreté par l'élaboration d'un modèle économique, le CAPES a opéré un choix pertinent et ambitieux. L'existence d'un MEGC permet à tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la SCADD de disposer d'un outil rationnel de lecture et d'évaluation des politiques publiques de réduction de la pauvreté.

La société civile apprécie l'option du MEGC tandis qu'elle insiste pour que certaines préoccupations soient prises en compte dès le départ.

- Les Tdr de l'étude Croissance et pauvreté, à l'instar de la SCADD elle-même sont marqués par une approche très économiste. D'un point de vue théorique, le montage tient la route. Il faut cependant se rappeler qu'il s'agit ici non seulement d'une politique publique intégrée (Gouvernement, PTF et acteurs non étatiques), mais que son objet est complexe et fortement influencé par des facteurs humains non matériels
- Il est indispensable de se rendre compte que l'orientation de la SCADD et de l'étude concernée doit clairement être séparée en deux dimensions principales. Une dimension CROISSANCE où les options économistes vont prédominer et une dimension REDISTRIBUTION où les options sociales vont, à leur tour, prendre le pas. L'équilibre dans la prise en considération de cette composition binaire ne semble pas assuré pour le moment. L'engagement du gouvernement à instaurer des filets sociaux pourrait trouver son terrain idéal de mise en œuvre
- La composition des équipes appelées à intervenir dans la réalisation de l'étude et plus tard dans d'autres travaux de la SCADD devrait toujours garder cette approche duale à l'esprit. De même, la société civile insiste pour que les préoccupations des communautés soient présentes dans toutes les phases de l'étude à travers la présence d'un consultant issu du milieu des organisations citoyennes. Dans la même lancée, la société civile mettra en place un groupe de travail informel qui travaillera à enrichir les résultats de l'étude par des contributions spécifiques
- L'étude devrait veiller à prendre en compte la lisibilité des résultats par le public du développement. En octobre 2010, lors des tournées régionales appuyées par la DCPRP et le PROS, à Banfora, la Direction régionale de l'économie et de la planification a tenté d'expliquer le « paradoxe burkinabé » mais n'a pas du tout été comprise par les participants. Cela pose le problème de l'appropriation des actions de développement par le public non initié et des bénéficiaires. La présente étude

devrait avoir à considérer la dimension communicationnelle de toutes les activités de la SCADD et en particulier l'étude Croissance et pauvreté. Les concepts et les méthodes utilisées pour élaborer la SCADD et projetés pour l'étude croissance et pauvreté sont techniques et difficilement appropriables par des acteurs du développement. Il y a un net besoin de rendre les actions de développement compréhensibles pour tous les acteurs du processus. La société civile, d'ailleurs, dispose d'avantages spécifiques pour l'opérationnalisation de cette dimension

Autant que possible, il serait important que les acteurs pertinents du processus de développement jouent des rôles centraux dans la réalisation de l'étude. Sur la base d'objectifs clairs et partagés, les sectoriels (départements ministériels), le secteur privé et la société civile devraient être responsabilisés dans la production de segments spécifiques de l'étude, à charge pour le CAPES et des consultants d'assurer la qualité, la cohérence et la forme du document final. Ainsi, les approches, les projets en cours et les expériences de ces acteurs seront valorisés dans les composantes opérationnelles. Une fois le modèle version bêta disponible et validé, les représentants des secteurs pourraient être formés aux techniques d'application du modèle aux secteurs retenus et les « experts » du secteur mobilisés pour réaliser la production des résultats pour ces secteurs.

### 2.3.

#### **Observations et amendements SP/CPI**

##### **I. Observations générales**

1. La formulation du thème donne l'impression d'une étude en retrait par rapport à la nouvelle stratégie de croissance adoptée. Suggestion : Croissance et développement pro-pauvre.
2. L'étude aurait revêtu toute son importance si elle intervenait comme un éclairage au moment de la formulation de la SCADD. Elle aurait permis de s'assurer que les leviers de croissance retenus sont les plus pertinents et qu'ils sont porteurs d'une croissance pro-pauvres.
3. La prise en compte des résultats de l'étude risque d'être difficile si l'on considère l'adoption récente de la SCADD et le fait que cette étude peut aboutir à l'identification d'autres piliers de la croissance pro-pauvres qui apparaîtraient plus pertinents que ceux retenus par la SCADD.

##### **II. Observations sur les termes de références**

1. Mieux préciser l'intérêt et l'importance de la présente étude dans la mise en œuvre de la SCADD.

Les objectifs de l'étude doivent transparaître clairement soit dans le paragraphe relatif au lien entre la SCADD et l'étude en cours, soit dans l'objectif général, notamment :

- a. d'étudier la qualité de la croissance pour déterminer les secteurs où elle permet de réduire la pauvreté ;

- b. d'aboutir à une meilleure compréhension des insuffisances et de renforcer les outils de planification tel qu'il est ressorti dans les échanges lors de la prise de contact doit être clairement précisée ;
  - c. d'éclairer les choix sur les investissements publics à faire dans le sens d'une forte croissance pro-pauvres ;
  - d. de définir des orientations qui permettront de concentrer les efforts dans les secteurs dans lesquels croissance est pro-pauvres.
2. Eviter de reproduire la polémique sur la dynamique de la pauvreté monétaire dans les termes de références et retenir les données de l'INSD (qui sont celles officielles) pour l'analyse ;
  3. Justifier succinctement la pertinence de l'utilisation du MEGC dans le cadre d'une telle étude.

#### 2.4.

#### **Commentaire des TDRs de l'étude « Croissance et pauvreté au Burkina Faso » (DGPER)**

- L'étude est très pertinente et devrait être d'une très grande portée
  - Une attention particulière devrait être portée sur le secteur rural : Par rapport aux objectifs spécifiques, toujours spécifier les effets sur la pauvreté rurale
  - Cerner à travers cette étude les objectifs de Maputo (10% des dépenses publiques affectées à l'Agriculture et 6% de taux de croissance de la valeur ajoutée agricole) sur la pauvreté globale et rurale
  - Une des hypothèses pouvant expliquer le paradoxe burkinabè avancée dans le contexte et justification des TDRs, est l'appropriation de la mesure de la pauvreté. Cependant les objectifs spécifiques ne le ressortent pas.
- Il est important que l'étude permette de résoudre ce problème : on pourrait le faire en simulant l'impact des politiques à travers plusieurs mesures de la pauvreté.

#### 2.5.

#### **Observations et commentaires de la DAEF (Premier ministre) sur les termes de références de l'étude sur « Croissance et pauvreté au Burkina Faso »/Représentant du Premier Ministère au groupe de travail.**

- 1) Au niveau de l'objectif général, il est indiqué que l'on veut établir l'incidence des croissances sectorielles et de la croissance globale sur les pauvres. L'on pourrait se demander s'il y a besoin de préciser à ce niveau la recherche de l'incidence des croissances sectorielles dans la mesure où l'établissement de l'incidence de la croissance sur les pauvres par le MEGC pourrait fournir des informations sur les incidences de croissances sectorielles sur les pauvres. L'on pourrait à tout le moins l'indiquer au niveau des objectifs spécifiques.



- 2) Toujours au niveau de l'objectif général, l'on ne perçoit pas de façon explicite la relation croissance économique et inégalités que l'on veut analyser travers le MEGC.
- 3) Les MEGC sont des modèles séduisant qui sont du reste adaptés aux contextes de nos pays caractérisés par l'insuffisances de données en séries longues. Mais pour qu'ils soient pertinents pour la prise de décision, leur construction devra être en cohérence avec la réalité de nos économies. Par conséquent, nous estimons que le MEGC qui sera utilisé pour notre étude soit en cohérence avec nos réalités économiques pour pouvoir en tirer le meilleur parti.
- 4) L'examen des objectifs spécifiques notamment les objectifs 1 et 2 nous amène à nous interroger sur la possibilité de les atteindre par un même MEGC. En effet, le premier objectif spécifique pourrait être atteint en utilisant un MEGC construit sur la base du modèle de croissance tel qu'il se présente actuellement. Par contre avec la SCADD, un nouveau modèle de croissance est proposé et par conséquent, l'objectif spécifique 2 pourrait être examiné à travers ce nouveau modèle de croissance qui n'est pas encore totalement bien structuré pour l'instant. Il convient aussi de relever que les modèles n'auront certainement pas la même articulation.
- 5) Le MEGC sera-t-il totalement construit pour la circonstance ou bien un MEGC existant sera utilisé pour la présente étude, au regard du temps imparti pour livrer le rapport provisoire environ un mois. Par ailleurs, il convient de relever que la construction d'un MEGC peut prendre un peu de temps si l'on souhaite vraiment qu'il soit le plus proche possible des nos réalités économiques.
- 6) Nous estimons que dans la construction du MEGC, la pertinence des éléments sur la base desquels se fait cette construction et la cohérence du modèle avec la réalité de notre économie sont déterminantes pour la fiabilité et la qualité des recommandation qui en découleront. Par conséquent, il sera souhaitable qu'à l'étape de la construction du modèle, une équipe d'experts nationaux (CAPES) puissent valider le modèle qui serra proposé sur la base de sa pertinence et de sa cohérence avec la réalité de l'économie burkinabè.

## 2.6.

### **Observations du SP/CONAPO sur les TDR de l'étude « Croissance et pauvreté au Burkina Faso »**

(Bonkougou Zakaliyat ; [zakaliyat@yahoo.fr](mailto:zakaliyat@yahoo.fr) tél 76 62 16 32)

- 1) Faire la part des choses entre croissance économique évoquée dans le cadre de la présente étude et la croissance démographique qui elle aussi a un impact sur la pauvreté et dont il n'est pas question dans la présente étude
- 2) Dernier paragraphe de la page 1 du contexte : nuancer les propos sur la controverse sur les méthodes utilisées ne sont pas les mêmes préciser qu'il s'agit de deux méthodologies différentes utilisées. Chacune avec ses avantages et ses inconvénients.
- 3) Pas nécessaire de préciser dans ce paragraphe que le facteur de correction utilisé par la Banque mondiale (Tesliuc, 2004) est controversé. Si tel est cas, on devrait s'attendre à une troisième voie qui serait consensuelle et que devrait proposer la présente étude
- 4) La méthodologie utilisée pour la présente étude n'est pas développée. Est-ce par enquête ou par collecte des données secondaire auprès de certaines structures qui mériteraient d'être citées ? Concrètement comment cela devra se produire ?
- 5) Qu'en sera-t-il après la finalisation des TDR ? est-ce que le feed-back sera fait ne cesserait-ce que par mail au groupe de travail afin que ce dernier ait la dernière version ? il le faut.
- 6) De la livraison du rapport provisoire à l'atelier de validation prévoir au minimum deux semaine afin de permettre la distribution du courrier, la lecture et faciliter les amendements